

Le même premier ministre d'aujourd'hui disait, lors de la campagne électorale: «Durant le premier mandat, je n'augmenterai pas les taxes et les impôts des particuliers.» Qu'a-t-il fait dans le budget de l'an passé? On a été chercher 500 millions de dollars en enlevant l'indexation due aux personnes âgées. Qu'est-ce qu'on a fait cette année? Le député de Vaudreuil devrait s'en rappeler, on a été chercher ou on ira chercher 500 millions de dollars, avec 1,5c. sur chaque litre d'essence.

Mais voici ma question pour laquelle j'aimerais entendre une réponse du député de Vaudreuil, dont le comté compte plusieurs fermes où on exploite l'industrie laitière. Il doit être au courant qu'il y a un consensus chez les agriculteurs laitiers au Canada pour un lait, un prix. Et en enlevant 15 p. 100 cette année et 15 p. 100 l'an prochain sur le subside au lait industriel, il creuse l'écart davantage. Comment va-t-il expliquer à ses électeurs agriculteurs laitiers le fait que l'écart s'élargit encore une fois?

• (1300)

De plus, comment peut-il expliquer à ses électeurs agriculteurs le fait qu'on enlève 560 millions pour le Nid-de-Corbeau, dans l'Ouest, et qu'on verse 1,6 milliard directement en dédommagement aux agriculteurs sans que cela soit imposable, alors qu'on va couper de 30 p. 100 le subside à nos producteurs laitiers sans aucun dédommagement.

M. Discepolo: Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à mon collègue parce qu'il a commencé son commentaire en disant qu'il ne pensait pas que le Budget était courageux. Il a cité trois exemples, ses trois préoccupations majeures, j'imagine, la TPS, les fonds de pensions, la taxe des particuliers et sa question finale, l'effet des coupures des subventions aux agriculteurs.

Je dois vous dire que dans le comté de Vaudreuil, comme partout au Québec et au Canada, je suis persuadé que ces trois choses que le député a évoquées ne font pas l'unanimité des préoccupations. La préoccupation principale n'est pas autre chose que les dépenses de l'État, le manque de flexibilité que la dette, accumulée depuis des années, a occasionné, dû surtout aux frais de financement de cette dette.

On remarque que dans notre Budget, malgré des coupures de 29 milliards de dollars réparties sur trois ans, l'intérêt de la dette augmente d'à peu près sept milliards de dollars. C'est un Budget courageux, parce que c'est la première fois que le ministre des Finances rencontre ses propres objectifs en termes de réduction de la dette. C'est la première fois dans l'histoire du Canada que cela se produit.

C'est la deuxième année consécutive qu'on n'augmente pas l'impôt des particuliers. Le député a oublié de le mentionner. Quant au régime de pensions, le député sait très bien qu'on a introduit le projet de loi, il sera mis aux voix au mois d'avril.

En ce qui concerne les subventions aux agriculteurs, le Bloc québécois a toujours tendance à comparer l'Est et l'Ouest, à exploiter certaines choses à des fins politiques. Il faut dire que

dans l'Ouest, la subvention a carrément été abolie. Les 560 millions de dollars pour les agriculteurs ont été coupés sans préavis, d'un seul coup. C'est pour cela qu'il y a une période de transition et une compensation, tandis qu'au Québec et dans l'Est, il s'agit d'une diminution de 15 p. 100 pendant deux ans. Mieux vaut avoir 70 p. 100 de quelque chose, que 100 p. 100 de rien.

Je crois que pour vraiment répondre à la question de mon collègue, je dois dire que c'est un Budget courageux parce qu'on a essayé d'être juste et équitable. On n'a pas demandé aux provinces plus que ce que nous avons donné. On n'a pas demandé aux PME de faire un peu plus. On l'a fait en toute équité, et c'est la raison pour laquelle le Budget a été bien accueilli à travers le Canada, même au Québec.

[Traduction]

M. Hugh Hanrahan (Edmonton—Strathcona, Réf.): Monsieur le Président, je suis heureux de participer aujourd'hui au débat sur le budget de cette année.

Je m'estime heureux de pouvoir transmettre le point de vue de mes électeurs, ceux de la circonscription d'Edmonton—Strathcona, qui ont voté pour un député réformiste surtout au nom de trois principes: la réforme de la justice, la réforme parlementaire et, plus important encore, la réforme de nos finances.

C'est par intérêt pour la réforme de nos finances que je me suis engagé en politique. Je tenais à faire en sorte que le niveau de vie que j'ai moi-même connu soit préservé et transmis à mes enfants et à mes petits-enfants.

Le budget présenté par les libéraux ne fait rien pour régler le problème de la dette nationale et du déficit. On a dit qu'un nouveau gouvernement n'avait qu'une chance de donner le coup de barre nécessaire, un seul créneau favorable. Le gouvernement actuel en a eu deux.

• (1305)

La première chance, il l'a eue il y a un an, mais il cherchait plutôt à accroître le déficit en augmentant les dépenses et à prétendre que le déficit n'était pas un problème. Les libéraux ont passé le reste de l'année à multiplier les documents de travail sans jamais rien faire.

Le deuxième créneau, très étroit, qui s'offrait au gouvernement pour équilibrer le budget s'est présenté plus tôt ce mois-ci, mais il n'a pas su imposer la restructuration nécessaire.

Il me paraît donc renversant que le gouvernement ose faire face aux citoyens canadiens et présenter un budget aussi décourageant et inefficace. C'est un autre tour de passe-passe dont les libéraux sont coutumiers. Ils affirment que ce budget est exactement le remède que le médecin a ordonné. Si tel est le remède prescrit, non seulement il a une odeur et un goût exécrables, mais il est aussi totalement inefficace. Les Canadiens ont été soumis à des tests cliniques dans lesquels ils n'ont rien reçu d'autre qu'un placebo.